

Le fléau de la rage continue de progresser en Inde

Le pays compterait entre 30 millions et 60 millions de chiens errants, principaux vecteurs de transmission

NEW DELHI - correspondante

Le 25 avril, Rajni Biki n'était pas loin de son domicile, elle était partie faire une course pour le dîner à l'échoppe de son quartier dans le sud de New Delhi, quand un chien s'est subitement jeté sur elle et lui a planté ses crocs dans le poignet. «Je suis rentrée immédiatement chez moi pour rincer abondamment la plaie à l'eau et au savon pendant quinze minutes, comme le recommandent les campagnes de prévention, puis j'ai filé à l'hôpital», raconte cette mère de famille de cinq enfants. Elle s'est rendue à l'hôpital public de Safdarjung, l'un des principaux établissements pour la rage, qui lui a administré un sérum, en plus de lui prescrire quatre vaccins antibiétiques, étalés sur un mois. Elle en est à sa troisième dose et son poignet garde un hématome jaunâtre et des cicatrices.

Le centre antirabique, grand comme un hall de gare, se trouve au sous-sol de l'hôpital et ne désemplit jamais. Des affiches placardées sur les murs rappellent des consignes de prudence : rester loin des chiens, ne pas les toucher, ne pas leur faire peur, éviter les contacts visuels. À l'accueil, un homme en blouse blanche observe les plaies des nouveaux arrivants à la lumière de la lampe torche de son téléphone puis les oriente vers la salle d'injection. «On reçoit entre trois cents et quatre cents personnes par jour», assure le médecin, qui n'a pas souhaité donner son nom.

Nidhi (qui souhaite rester anonyme), la quarantaine, attend son tour au milieu d'une vingtaine d'autres blessés. Elle a été attaquée à la jambe, la veille, par un chien de rue et n'a pas pu se rendre directement à l'hôpital à cause des averses torrentielles qui ont noyé les rues de la capitale et paralysé la circulation. Elle est inquiète car elle sait qu'il faut faire vite. Le virus de la rage est toujours mortel une fois les premiers signes de la maladie déclarés. Les blessures les plus dangereuses sont celles qui ont été subies au visage et celles, profondes, qui ont atteint les nerfs. Si le virus n'est pas stoppé à temps, la maladie infecte le système nerveux et perturbe les neurones, notamment ceux qui régulent l'activité cardiaque.

Avec 21 000 morts par an, l'Inde représente plus d'un tiers du nombre de décès de la rage dans le monde

Depuis six mois, le nombre de morsures de chien dans la capitale indienne a considérablement augmenté. Les établissements Safdarjung et Ram Manohar Lohia, deux hôpitaux de référence pour la rage à Delhi, ont signalé respectivement 29 698 et 18 183 cas, presque autant que pour l'année 2022, qui en avait totalisé 51 000. Ces données sont parcellaires et ne tiennent pas compte des visites dans les autres établissements ou dans les cliniques privées. La population de chiens errants dans la capitale a dépassé le demi-million.

Endémique

New Delhi n'est pas la seule ville ni région touchée par ce fléau. L'Inde compterait entre 30 et 60 millions de chiens errants, principaux vecteurs de transmission de la rage à l'homme – les données précises manquent en l'absence d'effort de recensement –, et déplorerait 17,4 millions de morsures par an, sans doute beaucoup plus. La rage sévit à l'état endémique sur presque tout le territoire, à l'exception des îles Nicobar et Lakshadweep. L'Inde reste ainsi le point chaud de la planète, elle représente plus d'un tiers du nombre de décès de la rage dans le monde – 59 000 selon l'OMS.

Ainsi, 21 000 personnes meurent chaque année dans le sous-continent de cette maladie évitable, en grande majorité des enfants de moins de 15 ans, pauvres, issus du monde rural, et donc à l'écart des centres de soins. Dans 96 % des cas, il s'agit de morsures causées par les chiens, 2 % par les chats et marginalement par les singes et les mangoustes.

L'OMS estime que, en vaccinant les chiens pour prévenir la maladie à sa source et en administrant un traitement salvateur aux personnes mordues, il est possible de rompre le cycle de la maladie et de sauver des vies.



Vaccination de chiens errants dans le quartier de Mahim, à Bombay, le 2 octobre 2022. SATISH BATE/HINDUSTAN TIMES/SHUTTERSTOCK/SIPA

L'Inde «enregistre le plus grand nombre de décès dus à la rage humaine causée par les chiens. Malgré cela, la maladie continue d'être négligée dans les discussions sur la santé publique», écrivent Sreejith Radhakrishnan, de l'université de Glasgow, et Abi Tamim Vanak, de l'université Ashoka, près de Delhi, auteurs d'une étude publiée en 2020 dans la revue *Tropical Medicine and Infectious Disease*. Pour les deux scientifiques, «la négligence actuelle de la rage en Inde est un héritage, bien qu'involontaire, du régime colonial britannique, mais cela ne justifie pas que l'on poursuive dans la même veine».

Après avoir utilisé efficacement les vaccins mis au point par Pasteur et créé un réseau d'instituts de recherche, les Britanniques avaient, vers la fin de la période coloniale, détourné leurs efforts sur d'autres maladies infectieuses.

Le gouvernement indien a fini par répondre, en octobre 2021, à l'appel lancé par l'OMS six ans plus tôt à éliminer la rage transmise par les chiens d'ici à 2030. Les

signes ne sont pour l'instant guère positifs. L'Animal Welfare Board of India, chargé du plan de lutte, n'a pas été en mesure de communiquer des données actualisées. Le pays, globalement, est incapable de contenir la prolifération des chiens errants et la propagation de la maladie. Le gouvernement renvoie le contrôle de leur population à la compétence des collectivités locales. Leur présence a pris un tour dramatique en mars lorsque deux enfants, frère et sœur, ont été déchiquetés à deux jours d'intervalle par une meute non loin d'un bidonville de New Delhi.

Exemple de l'Etat de Goa

Les associations de défense animale s'accordent pour dire que la stérilisation, couplée à des campagnes de vaccination, est la seule solution. La communauté scientifique estime que la vaccination annuelle de plus de 70 % des chiens élimine la propagation du virus. L'Etat de Goa, dans le sud de l'Inde, fait figure d'exemple. En 2013, le gouvernement régional, avec

l'ONG Mission Rabies, a lancé un programme axé sur la vaccination des chiens et l'éducation de la population. Le petit Etat compte 150 000 chiens ; 100 000 sont vaccinés par an par une équipe de cinquante personnes. Résultat, depuis 2018, Goa n'a pas connu un seul cas de rage humaine. En juin 2021, il est devenu le premier Etat du pays à être déclaré «zone contrôlée contre la rage».

«Des progrès révolutionnaires ont été réalisés à Goa, démontrant que l'élimination de la rage canine est possible en Inde grâce à la vaccination massive des chiens», se félicitent les responsables de Mission Rabies. La campagne a consisté à vacciner, à sensibiliser tous les enfants au risque de rage dans les écoles et à renforcer la surveillance des chiens pour détecter d'éventuels signes de la maladie.

Les villes de Chennai, de Jaipur et de Jodhpur ou encore l'Etat du Sikkim ont aussi obtenu de bons résultats. À l'inverse, comme New Delhi, les deux Etats du Kerala et du Tamil Nadu, dans le Sud,

connaissent une recrudescence dramatique, au point de manquer régulièrement de vaccins.

Au Kerala, selon une étude publiée dans *The Lancet* en novembre 2022, «le nombre de chiens infectés a doublé au cours des cinq dernières années. Sur 300 échantillons prélevés sur des chiens, 168 échantillons (56 %) se sont révélés positifs à la rage, contre 32 % lors d'une étude similaire menée en 2016».

Le gouvernement kéralais a signalé plus de 200 000 cas de morsures de chiens en 2022 et 21 décès, le double de l'année précédente. Six des victimes, dont un enfant de 12 ans, sont décédées malgré l'administration d'immunoglobulines antirabiques et d'un vaccin. En raison d'une grave pénurie de vaccins due à l'augmentation du nombre de cas de rage, 250 vaccins antirabiques auraient même été administrés sans avoir été soumis aux tests de qualité requis. Des habitants excédés se sont vengés en massacrant des chiens. ■

SOPHIE LANDRIN

Les progrès de santé ont stagné pendant la pandémie de Covid-19

Dans son rapport annuel, l'Organisation mondiale de la santé alerte sur le poids grandissant des maladies non transmissibles

Comment se porte la population mondiale après trois années de Covid-19, alors que la maladie n'est plus considérée comme une urgence de portée internationale depuis le 5 mai ? L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a sorti son thermomètre annuel et publié, vendredi 19 mai, son rapport sur les statistiques internationales de santé. Le diagnostic est en demi-teinte. Si certaines avancées ont indéniablement été accomplies ces dernières années, notamment en matière de mortalité maternelle et infantile, les progrès stagnent globalement par rapport aux tendances observées au cours de la période 2000-2015. Un ralentissement accentué par le Covid-19 et la violente rupture dans l'accès aux soins qui en a résulté.

Officiellement, 759 millions de personnes ont été contaminées par le Covid-19 en trois ans, et 6,9 millions en sont mortes. Ce dernier chiffre est connu pour être très largement sous-estimé et la plupart des travaux de modé-

lisation considèrent que le bilan est en réalité deux à quatre fois plus élevé. Si l'OMS n'avance étonnamment aucune estimation d'excès de mortalité au-delà du 31 décembre 2021 et se contente d'évaluer à 14,9 millions le nombre de morts en 2020 et 2021, d'autres modèles, comme celui basé sur l'intelligence artificielle développé par *The Economist*, situent le curseur à près de 22 millions de morts en mai 2023.

«La pandémie de Covid-19 n'était pas seulement une urgence sanitaire, il s'agissait également d'une crise statistique», résume Stephen MacFeely, directeur des données et de l'analyse à l'OMS. Ce choc a interrompu les flux de données provenant de systèmes déjà faibles et fragiles. Parmi les 19 indicateurs proposés par l'OMS pour la période 2018-2022, seuls 58 % ont été complétés grâce aux données fournies par les pays. Le reste est issu de modélisations de l'organisation. «Mais ces données synthétiques ne remplacent pas les données réelles», regrette M. MacFeely.

Au total, en 2020-2021, l'OMS estime que 336,8 millions d'années de vie ont été perdues à cause du Covid-19, ce qui équivaut à plus de cinq années de vie perdues chaque seconde. C'est l'Asie du Sud-Est qui paye le plus lourd tribut, avec 41 % de la surmortalité mondiale. L'Europe et le continent américain représentent chacun 20 % des morts.

Le défi de la pollution de l'air

Par ailleurs, «les perturbations causées par la pandémie ont eu un impact considérable sur divers indicateurs et beaucoup sont encore à la traîne», insiste Haidong Wang, chef de l'unité prévisions et inégalités. Par exemple, la vaccination diphtérie, tétanos, poliomyélite et coqueluche (DTaP) a diminué de près de 6 %, ce qui signifie qu'environ 25 millions d'enfants n'ont pas reçu la moindre dose.

Le nombre de personnes prenant des traitements pour soigner leur tuberculose a aussi baissé, passant de 69 % en 2019 à

61 % en 2021. Mais le défi principal des prochaines années ne réside pas seulement dans les maladies infectieuses. L'OMS alerte sur le poids grandissant des maladies non transmissibles, essentiellement les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies respiratoires chroniques et le diabète. Ces pathologies représentent aujourd'hui près des trois quarts de toutes les vies perdues chaque année. Si cette tendance se poursuit, elles devraient représenter environ 86 % des 90 millions de morts annuelles d'ici le milieu du XXI^e siècle, selon les estimations de l'OMS.

Au niveau mondial, une personne âgée de 30 ans en 2019 a 17,8 % de risques de mourir d'une de ces quatre maladies avant l'âge de 70 ans, surtout dans les pays de la péninsule Arabique, d'Asie centrale et d'Afrique. Les hommes sont plus touchés que les femmes, les principaux facteurs de risque étant l'alcool, le tabac, l'obésité et l'hypertension. Pour la première fois, l'OMS fait aussi fi-

La quasi-totalité de la population mondiale respire des niveaux malsains de particules fines

gurer dans son rapport annuel l'impact du changement climatique, désigné comme «l'un des plus grands défis sanitaires du XXI^e siècle». Les auteurs rappellent que 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes très vulnérables aux effets du changement climatique, surtout dans les pays à faible revenu, alors que ce sont ceux qui ont le moins contribué aux émissions mondiales. Mais seule la moitié des pays interrogés par l'OMS ont déclaré avoir mis en place un plan stratégique pour faire face à cet enjeu.

Par ailleurs, la quasi-totalité de la population mondiale (99 %) respire des niveaux malsains de

particules fines. Malgré une amélioration depuis 2015, l'exposition moyenne en 2019 (33 µg/m³) était toujours beaucoup plus élevée que les recommandations de l'OMS (5 µg/m³). Il ne s'agit pas que d'un problème urbain. Dans 34 pays en 2019, les zones rurales présentent des niveaux de pollution de l'air plus élevés que les villes, en particulier dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, de la péninsule Arabique, d'Asie centrale et d'Asie du Sud-Est.

On estime que 6,7 millions de morts sont à attribuer en 2019 aux effets de la pollution de l'air intérieur et extérieur, qui provoquent des maladies non transmissibles comme des accidents vasculaires cérébraux, des bronchopneumopathies chroniques obstructives ou des cancers. «La pandémie de Covid-19 nous rappelle que les progrès ne sont ni linéaires ni garantis», prévient Samira Asma, directrice adjointe chargée des données, de l'analyse et de la mise en œuvre à l'OMS. ■

DELPHINE ROUCAUTE